À l'heure de la démondialisation, le suicide industriel européen

Xavier Dupret

Octobre 2026

10.715 signes

Les signaux sont clairs aujourd'hui. Aux États-Unis, le mouvement de rapatriement des actifs industriels s'est intensifié au cours des derniers mois. Initié sous Barack Obama de manière timide au lendemain de la Grande Récession (2007-2009), le retour des industries sur le territoire de l'Oncle Sam s'est amplifié. Si les débuts de cette initiative étaient pratiquement nuls (à peine 11.000 emplois avaient été relocalisés aux Etats-Unis en 2010-2011), force est de constater que son rythme s'est accéléré depuis 2017.

À cette époque, on signalait un coup d'arrêt presque systématique aux délocalisations tandis que 178.000 emplois industriels étaient de retour aux États-Unis. La mise en œuvre, dans le cadre d'une crise généralisée de l'impérialisme américain, d'une politique de fort protectionnisme aux relents isolationnistes devrait déboucher, en 2026, sur une réaffectation de postes de travail sur le territoire états-unien de l'ordre de 339.000 unités. Au total, les États-Unis devraient avoir récupéré 2,7 millions d'emplois depuis 2010[1].

La démondialisation et nous

La fin de la mondialisation heureuse semble aujourd'hui constituer un scénario plus que probable à l'avenir. En tout cas outre-Atlantique, car sur le Vieux Continent, des perspectives post-globalisation tardent à se dessiner. Plusieurs éléments expliquent ce retard. Ils permettent tous de pointer une culpabilité évidente des élites européennes.

Tout d'abord, on pointera un manque de dynamisme général du secteur secondaire européen qui ne permet pas d'anticiper un retour de l'emploi industriel chez nous. La crise énergétique,

[1] Finance et Investissements, Retour de l'économie physique aux États-Unis, 25 juin 2026, Url: https://www.finance-investissement.com/actualites/economie-et-recherche/retour-de-leconomie-physique-aux-etats-unis/. Date de consultation : 24 octobre 2026.

qui a éclaté dès 2022 avec le conflit de frontières au Donbass, n'a pas fini de faire sentir ses effets délétères. Les difficultés d'approvisionnement en gaz russe ont modifié le niveau des coûts de production dans nos pays puisque des solutions alternatives plus coûteuses ont dû être mises en œuvre à partir de formules de Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Ce dernier est formé à partir de méthane modifié pour passer à l'état liquide après refroidissement. Son volume est ainsi fortement réduit. Il peut donc être acheminé par bateau avant d'être regazéifié dans les pays importateurs puis diffusé dans les réseaux de distribution locaux. Ces opérations complexes impliquent un surcoût important. Dans de nombreux cas de figure, les prix du GNL comparés à ceux du gaz naturel acheminé par gazoduc sont deux à cinq fois plus élevés[2].

Une particularité économique du GNL réside, par ailleurs, dans sa très forte volatilité. En effet, le prix du gaz acheminé par gazoduc nécessite le plus souvent, vu la lourdeur des infrastructures mises en œuvre, des accords de prix à long terme entre pays importateurs et exportateurs. La technique du GNL renforce le pouvoir de marché des producteurs. Par conséquent, les prix des livraisons sont beaucoup plus proches des prix convenus à la Bourse au jour le jour entre spéculateurs. Pour compliquer davantage les choses, une partie importante du GNL importé en Europe provient du Qatar à raison de 10 à 15 % des importations européennes entre 2022 et 2025. Depuis que des tensions ont éclaté au Moyen-Orient et dans le détroit d'Ormuz, les livraisons de gaz qatari à destination de l'Europe ont été mises à l'arrêt. Ce qui explique qu'actuellement, le prix du mégawattheure (MWh) de gaz a explosé sur le Vieux Continent, passant de 30 euros, il y a un an, à 100 euros aujourd'hui[3]. On n'avait plus connu de tensions comparables depuis le printemps 2022. Pour situer l'ampleur du désastre, on prendra soin de préciser que le prix du gaz en Europe est, en ce moment, 12 fois plus élevé qu'aux États-Unis où le MWh s'échange aux alentours de 7,5 euros[4].

SOS Suicide

Le suicide industriel européen semble donc bien engagé. La faute en incombe à des dirigeants d'une Europe qui s'est rêvée superpuissance, contre tout principe de réalité, alors qu'elle n'est qu'un nain militaire. En tout cas, la situation ne devrait pas se simplifier à l'avenir quand les importations de gaz russe seront totalement prohibées sur le territoire de l'Union européenne au cours de l'année 2027.

L'implication des élites européennes dans cette crise ne s'arrête pas là. Pour comprendre ce point, il convient d'envisager les conséquences macroéconomiques de cette tension sur le front des importations de produits énergétiques. Les prix croissants du gaz et de l'électricité débouchent sur une configuration, particulièrement complexe à gérer pour les pouvoirs publics, combinant une reprise de l'inflation importée et un impact déprimant sur la croissance de la production. On parle, pour qualifier ce type de conjoncture, de stagflation. Il

---

[2] Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), Browse Gas Project: Expensive, Emissions-Intensive, and Unnecessary, novembre 2025, p. 5. Url: https://shorturl.at/jzioS. Date de consultation : 27 octobre 2026. Ainsi que CeylonToday, LNG vs Pipeline Natural Gas: Growing Price Divide in a Dynamic Market, 6 septembre 2024. url: https://ceylontoday.lk/2024/09/06/lng-vs-pipeline-natural-gas-growing-price-divide-in-a-dynamic-market/. Date de consultation : 28 octobre 2026.

[3] Prix à la bourse européenne du gaz aux Pays-Bas en date du 28 octobre 2026 (voir https://www.ice.com/products/27996665/Dutch-TTF-Natural-Gas-Futures/data?marketId=6277389)

[4] Nieuwsblad, Gas is al twaalf keer duurder in Europa dan in de VS, 26 octobre 2026. Url : https://www.nieuwsblad.be/economie/gas-is-al-twaalf-keer-duurder-in-europa-dan-in-de-vs/163647621.html. Date de consultation : 28 octobre 2026.

s'agit d'un mot-valise associant la stagnation avec l'inflation. Le raisonnement permettant de poser le lien entre ces deux notions est profondément contre-intuitif puisque dans l'imaginaire collectif, elles sont représentées comme des phénomènes économiques antinomiques. Le traitement de la stagflation, pour les pouvoirs publics, est toujours délicat et correspond à un dilemme entre mater l'inflation en faisant pression à la baisse sur la demande intérieure (notamment, en relevant le niveau des taux d'intérêt) ou stimuler la production, quitte à laisser le niveau général des prix remonter d'un cran. L'option qui sera sélectionnée correspond, en dernière instance, à un choix de classe. Une direction politique favorable aux intérêts de la bourgeoisie et des classes possédantes priorisera la lutte contre l'inflation tandis qu'un gouvernement plus enclin à défendre les intérêts de la classe travailleuse relancera la production. Force est de constater que sous la pression d'une Allemagne, encore traumatisée par l'épisode hyperinflationniste de la République de Weimar, la Banque centrale européenne (BCE) a choisi son camp social puisque son mandat n'envisage qu'un objectif anti-inflationniste. Autrement dit, si l'inflation importée se déchaîne, la BCE relèvera ses taux et rendra plus compliqué le refinancement des dettes publiques. L'austérité s'installera et la croissance sera sacrifiée dans le but de stabiliser les prix. Il ne s'agit évidemment pas là d'une bonne nouvelle pour les industrie française et belge.

Pour le secteur manufacturier allemand, cela peut et doit se discuter. Il faut, en effet, garder présent à l'esprit un paramètre essentiel. Il s'agit de la place plus importante du secteur manufacturier outre-Rhin par rapport à un pays comme la France. En 2024, la part de l'industrie manufacturière (en excluant la construction) dans le produit intérieur brut (PIB) en Allemagne s'élevait à 21,2 % contre 12,5 % en France et 13,9 % en Belgique[5]. Cette forte base industrielle est protégée, depuis la création de la monnaie unique, par le fait que l'adoption de l'euro a représenté une dévaluation pour les Allemands en ce qui concerne le Deutsche Mark tandis qu'il s'agissait d'une appréciation pour les francs belge et français. Depuis, les excédents se sont accumulés à Berlin au détriment de Bruxelles et de Paris.

En fin de compte

L'entrée en crise de l'économie européenne en raison de l'élévation importante du prix des produits énergétiques n'a rien changé à cet état de choses. Les chiffres livrés par Eurostat sont, à ce propos, des plus limpides. En septembre 2025, la Belgique jouissait d'une balance des paiements positive à hauteur de 2,464 milliards d'euros. À la même époque, la France présentait un léger déficit autour de 1,520 milliard d'euros tandis que l'Allemagne connaissait un excédent spectaculaire avoisinant les 16 milliards d'euros. En août 2026, le déficit français montrait une aggravation en dépassant les 6 milliards d'euros tandis que la Belgique affichait une balance des paiements, cette fois, déficitaire de 1,419 milliard d'euros. Au cours de cette période, l'excédent allemand a sérieusement diminué mais est resté tout de même en territoire positif en comptabilisant un surplus équivalent à 10,315 milliards d'euros à la fin de cet été.

On interprétera cette donnée en partant du principe qu'une quantité définit toujours une qualité. En l'occurrence, on doit bien convenir qu'un traitement monétaire orthodoxe de l'inflation ne représente nullement un inconvénient majeur pour les milieux d'affaires allemands. Dans cette optique, la lutte contre l'inflation préserve, au contraire, totalement leurs possibilités d'accumulation. Il n'en va évidemment pas de même pour les économies française et belge. Par conséquent, on peut estimer, sur la base de ces chiffres, qu'une

[5] Eurostat, part de l'industrie au sein du PIB, 2024. Date de consultation : 28 octobre 2025.

négociation avec un pays excédentaire comme l'Allemagne, qui, à ce titre, exporte des capitaux, que ce soit pour annuler les dettes dues à la BCE ou pour amender le mandat de celle-ci, relève de l'illusion pure et simple.

Récapitulons. En ce qui concerne le développement industriel européen, nos dirigeants cumulent trois péchés capitaux. On leur reprochera, tout d'abord, un atlantisme forcené qui les a conduits à se couper de notre principal fournisseur de gaz. Ensuite, on fustigera le mandat ultra-orthodoxe de la BCE qui renforce les tendances déprimantes actuellement à l'œuvre. Enfin, il faut nécessairement prendre en compte le fait que le cadre monétaire européen centré sur l'euro a scindé le continent entre nations créditrices et débitrices, de façon à perturber un éventuel redéploiement manufacturier de ces dernières. Le reste n'est, comme on dit, que (mauvaise) littérature…